

Aminata Dramane Traoré

Discours de réception du prix « Blue Planet 2021 »

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'administration et du Comité de direction de la Fondation Éthique et Économique (Ethecon).

C'est avec un immense plaisir que j'accepte le prix international « Blue Planet 2021) que vous me faites l'honneur de me décerner.

Je l'apprécie d'autant plus que vous œuvrez dans un domaine d'une importance politique et stratégique majeure : l'éthique. Elle devrait présider à tout ce que nous entreprenons pour le bien de l'humanité et de la planète, mais elle fait cruellement défaut à l'économie mondialisée et financiarisée.

D'où est-ce que je parle ?

Le député Tobias Pflüger que je remercie a rappelé dans son hommage à mon endroit, que je viens du Mali, un pays je le cite « *dont la politique fédérale allemande s'occupe, surtout, parce que c'est là que se déroule depuis quelques années la plus grande intervention militaire de l'armée allemande* ».

Je parle donc, en tant que femme, africaine, sahélienne en situation de « guerre contre le terrorisme ». La première et la principale leçon que je tire de cette situation est l'atteinte aux libertés individuelles et à la souveraineté politique de mon pays.

A la faveur de cette cérémonie vous me donnez l'occasion d'être à Berlin, même si c'est en distanciel, du fait des contraintes liées au Covid-19, pour dire haut et fort ce que la France a tenté de m'empêcher de dire, en 2013, en me refusant un visa d'entrée dans l'espace Schengen. J'étais invitée, certains d'entre vous s'en souviennent, par Die Linke et, la Fondation Rosa-Luxembourg, en avril 2013, dans le cadre d'un débat sur « Le Mali à la croisée

des chemins, après l'intervention militaire et avant les élections ».

La thématique demeure d'actualité puisque huit ans après le lancement de l'Opération Serval, la situation est loin d'être sous contrôle, faute d'éthique, précisément, celle du développement et du partenariat mondial dont les relations franco-euro-africain.

L'interdiction de voyager qui m'a frappée en 2013, touche en ce moment 149 personnalités politiques en plus du gel de leurs avoirs de la part de la CEDEAO, pour non-respect de la date des élections qui étaient prévu pour le 27 février 2022 et, certainement pour l'éventualité de coopérer avec la société militaire privée russe Wagner.

Les gagnants de la guerre froide ne comptent pas se laisser devancer ni par la fédération de Russie ni par la Chine. La bataille tourne autour de l'accès aux ressources naturelles stratégiques de la planète dont l'Afrique détient une part prodigieuse et aux parts de marchés.

A l'heure où souffle le vent mauvais de la recolonisation par les armes au nom de la guerre contre le terrorisme, je m'adresse à la fois à l'Allemagne, partenaire de la France qui en est l'instigatrice et à la jeunesse africaine dont la mobilisation qui ne faiblit pas et la détermination de se forger un avenir est source d'espoir.

Ce 20 novembre 2021 enregistre un fait nouveau : le blocage d'un convoi de l'armée française au Burkina Faso.

Je tiens à préciser que le Mali n'est pas l'homme malade du Sahel à soigner par des élections prétendûment transparentes, et l'achat d'armes de guerre et de formation de ses soldats. Le pays du président Modibo Keita est un cas d'école, une véritable mine d'enseignements à méditer dans la perspective de la protection de l'Afrique, non pas contre le djihadisme, mais contre le terrorisme

d'Etat des grandes puissances dans le cadre de la défense des intérêts des multinationales.

Où est l'éthique quand en plus du récit officiel délibérément biaisé la France joue la carte du « secret défense » comme à Bounti où des villageois rassemblés lors d'un mariage a été la cible de frappe de la force Barkhane ? Il en est de même pour la colonne de djihadiste qui, à partir de Konna allait, semble-t-il, arriver à Bamako pour y créer un califat.

Le déploiement de troupes étrangères au sol n'a rien à voir avec l'appui aérien effectivement demandé, tout comme la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations-Unies sur la Libye « *No flying zone* » ne signifiait nullement le renversement du régime de Mouammar Kadhafi et son assassinat.

Son assassinat n'a rien d'éthique. Le Mali est la première victime collatérale en Afrique subsaharienne de ce mensonge d'Etat qui en fait un pays agressé, occupé et surmilitarisé.

Laisser entendre à propos du Mali comme de la Libye que l'organisation d'élections transparentes est la solution au chaos engendré par l'ingérence des puissances capitalistes n'a rien d'éthique.

Je voudrais questionner les faits, la démocratie, le développement, l'insécurité, les migrations et le climat.

La chancelière Angela Merkel soutient que « *La transition démocratique sert à mieux lutter contre le terrorisme* ».

De quelle démocratie s'agit-il quand le président français peut s'imposer aux dirigeants élus, exiger d'eux des comptes au nom de la lutte contre le terrorisme et ignorer les cris de détresse de leurs peuples.

Si je me réfère à l'Allemagne, les libéraux, les sociaux-démocrates, les verts constituent, en Allemagne, un paysage politique à l'ancrage historique, idéologique et politique intelligible pour les Allemands. Il en est de même en France, aux USA et dans les autres pays qui voudraient aujourd'hui qu'en dépit des coups d'Etat successifs que le Mali organise dans les meilleurs délais des élections supposées être la solution au « terrorisme ».

S'agissant du développement, le modèle économique qui est à l'œuvre dans nos pays n'a rien d'éthique

Il est à la fois du « business » et un projet d'occidentalisation considéré comme civilisateur. Il s'agit de réformer notre moi profond en plus de nos économies et de nos sociétés, de manière à faire de nous des électeur/trice-s et des consommateur-trice-s naïf-ve-s. L'investisseur étranger doit avoir l'assurance de pouvoir générer et rapatrier le maximum de profits, parfois vers les paradis fiscaux sans s'acquitter localement de ses taxes et impôts. Le franc CFA et les bases militaires sont au service de ce processus de domination et de pillage de l'Afrique.

Ce sont les lobbies industriels dont ceux des énergies fossiles, de l'armement et des médicaments qui prospèrent pendant que les dirigeants politiques, de sommet en sommet, servent des discours soporifiques aux peuples.

Il est à la fois du « business » et un projet d'occidentalisation considéré comme civilisateur. Il s'agit de réformer notre moi profond en plus de nos économies et de nos sociétés, de manière à faire de nous des électeur/trice-s et des consommateur-trice-s naïf-ve-s. L'investisseur étranger doit avoir l'assurance de pouvoir générer et rapatrier le maximum de profits, parfois vers les paradis fiscaux sans s'acquitter localement de ses taxes et impôts. Le franc CFA et les bases militaires sont au service de ce processus de domination et de pillage de l'Afrique.

Ce sont les lobbies industriels dont ceux des énergies fossiles, de l'armement et des médicaments qui prospèrent pendant que les dirigeants politiques, de sommet en sommet, servent des discours soporifiques aux peuples.

L'insécurité

L'intervention militaire de la France au Mali après la déstabilisation de la Libye au nom de la lutte antiterroriste marque un pas important dans la militarisation de la ruée vers l'Afrique pour en contrôler les richesses au nom de la lutte antiterroriste et celle pas toujours avouable de la guerre aux migrant-e-s.

« La lutte contre le terrorisme est la seule chose qui justifie notre présence, à la demande des Malien-ne-s et de la CEDEAO », martèlent les autorités françaises.

La « guerre contre le terrorisme » au Sahel comme la guerre aux migrant-e-s est imposée à des Etats éprouvés, en plus des séquelles des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale qui ont pour noms, pauvreté et chômage de masse, par le développement extraverti et extractiviste.

Ces faits ne sont presque jamais débattus au sein de nos partis politiques et, à plus forte raison, avec les partenaires techniques et financiers.

Cacher la vérité aux concerné-e-s, leur imposer des politiques dites de développement qui les appauvrissent et les assujettissent et se barricader quand ils/elles tentent d'échapper au sort qui leur est ainsi infligé n'a rien d'éthique.

Des murs et des murs s'érigent, visibles et invisibles, sur la base de la peur et, parfois, de la haine de l'autre, le différend souvent jugé inférieur.

Hommes, femmes et enfants fuient leurs pays en y laissant une partie de leur être et de leurs rêves.

En prime, on leur dit « Ne venez pas ! », « Restez chez vous », « Partez », « Disparaissez, mourrez dans le désert ou en mer, mais surtout ne venez pas chez nous ».

L'UE externalise ses frontières et sous-traite la violence politique, institutionnelle et militaire avec le Maroc, la Libye et le Niger.

Le président français, Emmanuel Macron annonce la couleur de la présidence du Conseil de l'Europe qu'il assumera à partir de janvier 2022. Il va devoir démontrer qu'il a fait et fera preuve de fermeté.

Celui qui veut maintenir la présence militaire de son pays au Sahel contre vents et marées les soldats tricolores au Mali et au Sahel veut en fait régler la question de l'immigration africaine en France et en Europe par un nouveau traité dit-il Europe/Afrique. Il veut, je le cite :

- améliorer la protection contre les migrations illégales.
- prévenir de nouvelles arrivées.
- reconduire, c'est-à-dire, les expulser systématiquement dans leurs pays d'origine.
- et réformer l'espace Schengen.

Quelles relations envisager avec l'Allemagne de l'après Merkel à la lumière de l'impasse sécuritaire et militaire à laquelle nous assistons et à la veille de l'élection présidentielle de 2022 en France ?

Le climat est l'ultime interpellation.

L'Afrique n'est pas seulement le continent qui, sans être un gros polluer, paiera le plus lourd tribut au réchauffement climatique, est appelée à en pâtir davantage sans changement de paradigme de développement.

Le réchauffement climatique plaide pour la fin des guerres sans fin. Je crois pouvoir le dire sans me tromper que cette exigence morale et politique fait du retrait de l'armée américaine de l'Afghanistan une décision éco-responsable. La même réponse s'impose au Sahel. Le retrait en trompe l'œil de la force Barkhane n'est pas, bien entendu, la fin de la guerre, mais la volonté de l'eupéaniser à travers Takuba et de l'africaniser à travers le force du G5 Sahel.

Au regard de cette situation, comme un seul homme, l'Afrique toute entière devrait se battre pour faire « faire taire les armes » au lieu d'en demander au nom de la lutte contre le terrorisme quel que soit leur provenance.

Il doit exister des voies plus éthiques de coopérer entre nations au lieu de cette coalition contre le Sahel, contre ceux et celles qui viennent nous aider ne connaissent pas mieux nos pays que nous, ne l'aiment pas plus que nous et ne peuvent pas nous développer.

Il est juste temps de faire taire les armes en retirant totalement les troupes étrangères et dans les meilleurs délais.

Nos Etats n'ont pas à démontrer qu'ils sont forts, virils dans leur riposte au terrorisme par les armes. Il s'agit d'explorer des réponses concrètes concertées et durables aux maux qui l'ont engendré et l'entretiennent. Ils sont économiques, politiques et géopolitiques.

En conclusion, Mesdames et Messieurs,

L'Afrique n'en peut plus d'être un continent immensément riche et pillé aux populations immensément pauvres et spoliées : l'Afrique n'en peut plus d'être le continent qui pollue le moins tout en étant celui qui paie le plus lourd tribut au réchauffement climatique.

Œuvrons pour un véritable changement de paradigme car la paix sociale, la sécurité humaine et la stabilité politique qui sont bonnes pour l'Allemagne et l'Europe, sont bonnes pour nous aussi, au Mali, au Sahel et en Afrique.

J'ai foi en l'éco-citoyenneté

J'ai foi en l'éco-panafricanisme

J'ai foi en l'homme

Je vous remercie

Aminata Dramane Traoré